

ISSAD REBRAB AU FORUM D'EL MOUDJAHID :

«Les véhicules vont coûter plus cher au centre du pays»

Les véhicules automobiles vendus dans le centre du pays vont coûter plus cher, selon le P-dg du groupe privé Cevital, Issad Rebrab.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Les principales dispositions de la loi de finances complémentaire 2009 sont pertinentes et compréhensibles. C'est ce que le P-dg du groupe privé Cevital, Issad Rebrab, a laissé entendre hier au centre de presse d'El Moudjahid dont il était l'hôte.

Relatives à l'encouragement à la production nationale, la suppression des crédits à la consommation et le contrôle «plus attentif» des paiements extérieurs, ces mesures recueillent l'approbation de M. Rebrab qui estime qu'elles n'empêchent nullement l'entreprise algérienne de se développer.

Ainsi, cet opérateur a salué tout ce qui tend à substituer «au maximum» les importations par la production nationale, préparer l'après-pétrole et diversifier l'industrie.

Comme Issad Rebrab a estimé que la suppression des crédits à la consommation, pour des produits importés et non fabriqués localement, est compréhensible. «Une bonne chose», considè-

re-t-il en tant qu'opérateur économique.

D'autant, selon lui, que les pouvoirs publics entendent réduire la facture des importations, en forte hausse, parer aux effets négatifs de la crise mondiale et éviter de voir se reproduire la situation vécue durant la décennie 1980.

Comme le P-dg de Cevital a justifié le recours exclusif au crédit documentaire pour le règlement des importations ; le Crédoc étant, à son avis, un instrument «naturel au niveau international» qui assure la confiance et garantit tant le fournisseur que le client «sérieux et bancaire».

A ce propos, Issad Rebrab a affirmé que son groupe réalise à 99,99 % ses opérations de commerce extérieur avec ce mode qui «ne nous gêne nullement et nous n'avons pas coulé», dira-t-il.

Certes, Issad Rebrab a assuré que son groupe qui est présent dans le secteur automobile est tenu de se conformer à la mesure prise par le ministère des Transports et

interdisant le débarquement des marchandises non conteneurisées, dont les véhicules, au port d'Alger. Néanmoins, l'hôte d'El Moudjahid est convaincu que «les véhicules à vendre dans le centre du pays vont coûter plus chers».

D'autant que les frais de transport des véhicules à partir des ports de l'Ouest et de l'Est doivent être pris en compte et que le port d'Alger reste engorgé, «étouffé et étouffant». D'où la nécessité, selon Issad Rebrab, de développer des centres portuaires de compétitivité et d'envergure mondiale, voire construire un autre port au centre du pays.

A ce propos, l'hôte d'El Moudjahid a précisé que les pouvoirs publics sont «en train de réfléchir» au sujet de son projet de

mégaport dans la même région. Cela même si Issad Rebrab s'est montré plus optimiste quant à la réalisation d'un projet moins important à Bellara (Jijel).

Par ailleurs, Issad Rebrab a indiqué que les promoteurs du projet solaire Desertec, des opérateurs européens et méditerranéens dont Cevital, œuvrent actuellement à convaincre les pouvoirs publics de tous les pays sur l'utilité de ce projet «grandiose» à visée écologique et bénéfique.

Auparavant, le P-dg de Cevital avait rappelé son projet visant à développer une pépinière de cadres managers performants, à travers la création d'une université, et l'appui à la formation et la professionnalisation.

C. B.



Photo : Samir Sid.

«Préparer l'après-pétrole et diversifier l'industrie.»

LA PROPOSITION SERA TRANSMISE PAR SIDI SAÏD À OUYAHIA

Les enseignants revendiquent une revalorisation des indemnités de 150 %

Les enseignants du supérieur affiliés à l'UGTA revendiquent une revalorisation de 150 % de leurs indemnités, a-t-on appris, hier, auprès du premier responsable du syndicat des enseignants universitaires.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La revendication aurait reçu le soutien du premier responsable du secrétaire général de la Centrale syndicale, lors d'une entrevue qui a réuni les deux syndicalistes.

Les représentants des travailleurs du secteur de l'enseignement supérieur ont remis au locataire de la Maison du peuple la plate-forme de revendications, que le département de l'enseignement supérieur a acceptée, en attendant son aval par le Premier ministre.

Ainsi, il a été revendiqué une revalorisation de 60 % des indemnités spécifiques destinées à l'enseignant chercheur, qui englobe également le volet relatif à l'expérience pédagogique et scientifique ainsi que les indemnités d'accomplissement



Photo : Samir Sid.

Sidi Saïd s'est entretenu avec les syndicalistes du supérieur.

de la fonction et de nuisance et de pénibilité. Les indemnités d'accompagnement pédagogique sont, quand à elles, fixées à hauteur de 50 %, alors que les indemnités de documentation et d'outils pédagogiques sont arrêtées à hauteur de 40 %.

Il y a lieu de rappeler que lors de la dernière réunion entre le Premier ministre et le secrétaire général de l'UGTA et dont

rieur et de la recherche scientifique.

A ce propos, les représentants des travailleurs ont porté à la connaissance du secrétaire général de l'UGTA que la tutelle annoncera prochainement la nouvelle loi portant sur la prise en charge de certaines préoccupations des enseignements du supérieur. Il a été également souligné que le statut particulier de l'enseignant chercheur du supérieur a été finalisé et déposé au niveau de la Direction générale de la Fonction publique.

Et le secrétaire général dudit syndicat, en l'occurrence M. Amarna Messaoud, d'affirmer : «Nous sommes à la dernière phase pour faire aboutir nos revendications. Une fois ce statut finalisé, nos partenaires sociaux seront conviés et nous aurons à discuter ensemble des indemnités à mettre en place ou, peut-être, de la prise en charge d'un certain nombre de spécificités qui relèvent du secteur de l'enseignement supérieur».

A. B.

LA BDL ET LA BNA CRÉENT UNE SOCIÉTÉ DE LEASING

Objectif : soutenir les PME

La Banque de développement local (BDL) et la Banque nationale d'Algérie (BNA) ont signé, hier, un accord de partenariat portant sur la création d'une société de leasing.

La société, dont le capital est détenu à parts égales par les deux banques publiques, aura pour objectif de financer les petites et moyennes entreprises (PME).

Cette société de leasing s'appuiera dans un premier temps sur les réseaux de la Banque de développement local et de la Banque nationale d'Algérie. Elle offrira aux 200 000 PME dont la création est prévue dans le cadre du programme quinquennal la possibilité de financer leurs projets, notamment l'équipement.

Le directeur de la nouvelle société a estimé que la création d'un tel organisme obéit à la nécessité d'offrir aux opérateurs économiques un crédit spécifique qui réponde à leurs besoins.

Les documents relatifs à cet accord, et qui fait partie des nouvelles dispositions prévues par la loi de finances complémentaire 2009, ont été paraphés par les P-dg de la BDL et de la BNA.

N. I.